

De l'exceptionnalité arabe au 'Printemps arabe'

Les protestations brisent le paradigme de « stagnation » de la région. Les conséquences sur les processus régionaux et internationaux iront au-delà du monde arabe.

Bahgat Korany

Les soulèvements du début d'année dans les pays arabes ont déjà provoqué la chute des régimes autoritaires de Tunisie et d'Égypte. À l'heure actuelle, l'effet domino des protestations se poursuit de la Libye au Yémen en passant par la Syrie et le Bahreïn, suivis de près par l'Algérie, le Maroc ou la Jordanie. *Ce tsunami* de politiques de contestation ne pardonne aucun régime, république ou monarchie, révolutionnaire ou conservateur.

De sorte qu'après de nombreuses années d'apparente stérilité politique, le monde arabe fait naître des rébellions de toutes parts. Pour poursuivre cette métaphore de la naissance et de la stérilité, nous pourrions même parler d'une possible croissance exponentielle de la démographie des révoltes.

Au milieu de la vague de courriels que les gens échangent dans de telles circonstances, j'en ai reçu deux qui reflètent cet effet domino et suscitent une réflexion. Le premier se demandait si le sommet arabe annuel – prévu pour le début mai à Bagdad – se tiendrait réellement (de fait, il a été reporté jusqu'à nouvel ordre) et prédisait qu'il s'agirait d'une réunion de « présentation », c'est-à-dire que la première séance serait consacrée à la prise de contact entre les nouveaux dirigeants. Le second message, plus explicite, s'intéressait à l'impact d'une « surcharge de révolutions », et proposait une solution : que chaque révolution fasse la queue et attende son tour (et que personne ne passe devant, s'il vous plaît !).

Pour analyser le contexte révolutionnaire actuel, cet article aborde deux aspects fondamentaux : les conditions de son apparition, telle une éruption volcanique, et son impact actuel. Les répercussions nationales, régionales et internationales des révoltes sont étudiées par la suite.

Déchiffrer le monde arabe : que nous apporte la littérature existante ?

Cette vague de soulèvements, à l'échelon national et régional, a déjà provoqué la chute de deux régimes. Elle a également entraîné un autre effondrement parallèle (moins voyant, mais pratiquement aus-

si important), que nous pouvons désigner sous le terme d'effondrement du « paradigme de l'exceptionnalité arabe » (Korany, 2010). En bref, ce paradigme partait de l'hypothèse que, tandis que le reste du monde passait par des étapes successives de démocratisation (Huntington, 1991), la région se tenait, quant à elle, à l'écart d'un tel processus. Alors que le monde change, la région arabe stagne. À l'heure actuelle, ce paradigme et son étiquette de « transition démocratique » sont activement remis en question.

Si ces soulèvements montrent l'échec d'une certaine géographie conceptuelle (ou de transitologie), ou au contraire, ne nous aident pas à interpréter le contexte arabe actuel, où pouvons-nous chercher des alternatives servant d'explication ?

Pour commencer, nous devons éviter l'erreur déjà commise de confondre la stabilité des hautes sphères politiques avec la stabilité de la société en général. Il faudrait donc s'attacher à combiner l'analyse traditionnelle de la « politique par le haut » et celle de la « politique par le bas », dans laquelle les protestations et les mouvements sociaux s'imposent depuis déjà un certain temps (Bayat, 2009 ; Mansi, 2010 ; Shehata, 2010 ; Wiktorwics, 2004). Cette approche égalitaire de la « politique par le bas » nous situe au contact direct des fondements des protestations actuelles : l'augmentation de la jeunesse ou le « volcan sous-jacent » (Korany, 2010).

À côté de cette vision globale de la politique et de la société se trouve un point de vue proposé par l'une des principales publications sur la région de ces 10 dernières années : les Rapports sur le développement humain arabe du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Six volumes ont déjà été édités, auxquels s'ajoute un volume spécial préparé à l'occasion du dixième anniversaire, et qui sera publié l'année prochaine. Les 1 600 pages déjà disponibles, enrichies de 361 tableaux et 239 graphiques, offrent des données abondantes – de fait, une banque de données – sur la région. Les sociologues arabes qui ont participé activement à cet ouvrage présentent, à travers quelques 231 articles de fond, un paradigme, une vision intellectuelle sur leur région. Ces auteurs ont identifié trois déficits

Bahgat Korany, professeur de Relations internationales et directeur du AUC Forum. Université américaine du Caire.



Citoyens marocains lisent le journal dans le douar Skouila, à Casablanca. /REUTERS/CORDON PRESS

principaux, dévastateurs pour la région : connaissances, liberté et valeurs sociales vis-à-vis de la condition de la femme. Ce qui nous intéresse ici est le second point : l'absence de liberté politique, mise en évidence par les soulèvements populaires. Malgré la diversité des régimes politiques arabes, ils partagent tous ce déficit avec deux éléments prédominants : l'autoritarisme et le manque d'adaptation et de capacité à affronter les différences.

Anatomie des régimes arabes : structure et processus de l'autoritarisme

Par le passé, de nombreux analystes insistaient de façon excessive sur la division du monde arabe en monarchies (Jordanie ou Maroc) et républiques (Syrie ou Libye). D'un point de vue politique, les deux types tendaient à être similaires en matière d'autorité, et partageaient même le modèle de continuité, qui donnait forme aux fameuses « républiques héréditaires ». Bachar al Assad est arrivé au pouvoir en 2001 après la mort de son père, Hafez al Assad, qui avait gouverné pendant 31 ans. La Constitution syrienne a dû être modifiée pour respecter l'exigence d'âge minimum, puisque Bachar n'avait pas encore les 40 ans normalement nécessaires pour accéder à la présidence du pays. De même, après 30 ans au pouvoir, Hosni Moubarak, âgé de 83 ans, était en train de

préparer son fils Gamal, de 46 ans, pour lui succéder (un geste provocateur qui contribua à l'échec de son régime). Également en Libye, Mouammar el Kadhafi – après pratiquement 42 ans au pouvoir – avait prévu de se faire succéder par l'un de ses quatre fils (Saïf el Islam).

Cette tendance héréditaire des régimes autoritaires arabes a conduit certains sociologues arabes à imaginer un troisième type de régime qui associait les aspects des monarchies à ceux des républiques : la *gumlaka*. Ce mot inventé est une combinaison entre le mot « république » en arabe, *GUMhoriyya*, et *mam-LAKA*, qui signifie « monarchie ». Malgré quelques différences entre ces deux types de régimes, par exemple entre l'Arabie saoudite et la Syrie, tous deux partagent la même structure autoritaire, voire la même mentalité (Furting, 2007 ; Pratt, 2007 ; Pripstein-Possusney et Angrist, 2005 ; Schlumberger, 2007).

Parmi les caractéristiques de la structure autoritaire se trouve l'aspect fictif de sa structure représentative ou législative. Il y a, par exemple, six pays arabes qui, officiellement, ne permettent pas la création de partis politiques. Et lorsque ceux-ci existent, ils sont généralement faibles ou persécutés. D'autre part, les élections sont truquées. Le Parlement est ainsi devenu une façade à l'intérieur d'un monopartisme. Aux dernières élections parlementaires, en novembre 2010, le Parti national démocratique (PND), au gouvernement, obtint environ 93 % des sièges.

En raison de la faible participation aux élections (un maximum de 23 % aux élections de novembre en Égypte), de l'achat de votes et de l'utilisation de personnes pour intimider les votants, les assemblées législatives ont perdu leur fonction la plus importante : représenter la volonté du peuple. Le pouvoir exécutif, et notamment son bras sécuritaire, dominait le panorama politique. En Syrie, il y a environ 13 unités de sécurité, certaines ayant même été créées pour espionner les autres. En Égypte, parmi les jeunes inscrits pour réaliser le service militaire, un total de 2,5 millions étaient envoyés dans les corps de « sécurité centrale ». Si on compare ce chiffre avec le ratio mondial de dépenses en sécurité par rapport aux dépenses en matière de santé ou d'éducation, le monde arabe dépense neuf fois plus en sécurité.

La gestion politique est également autoritaire, puisqu'il manque la transparence et l'obligation de rendre des comptes. En essence, elle repose davantage sur les réseaux informels que sur les institutions, et se caractérise par des relations clientélistes. Avec l'arrivée du Consensus de Washington et la prédominance de la philosophie économique néolibérale après la guerre froide, il est apparu une sorte de secteur privé qui s'est allié à l'autorité politique. Les calculs des bénéfices mutuels (ou l'élection rationnelle, selon le langage de la théorie politique récente) ont guidé la collaboration ou connivence entre les entreprises et les gouvernements, très souvent à travers des réseaux informels. Ahmed Ezz, le gourou du secteur sidérurgique en Égypte, qui était un organisateur de premier ordre au sein du PND, se montrait presque fier d'avoir truqué les élections au mois de novembre. Rami Makhoul, le cousin de Bachar el Assad, est un gourou des télécommunications et un homme à forte influence politique, dont le seul nom ouvre des portes closes.

Officiellement ou non, cette alliance entre le capital local et l'autorité politique compte sur un troisième associé : le capital étranger. Ce tripartisme devient effectif moyennant la collaboration dans des projets d'investissement direct étranger, différents types de commissions ou des franchises économiques de marques comme Mercedes, Starbucks ou McDonald's et autres *fast-foods*. L'autoritarisme est ainsi renforcé par un gigantesque soutien financier (qui bénéficie aussi bien à l'autorité politique qu'aux réseaux d'entreprises).

Pourquoi l'autoritarisme échoue-t-il ?

La force apparente de l'autoritarisme se transforme également en faiblesse. Son pouvoir – obtenu par des accords financiers lucratifs, mais illicites, et les abus du secteur de la sécurité – devient provocateur, tant d'un point de vue économique que social. Sa surconsommation au milieu d'une pauvreté en augmentation finit par le condamner.

Si nous excluons les pays du golfe Arabique, 40 % de la population vit avec moins de deux dollars par jour. À cela s'ajoute le chômage. Le taux de chômage dans les pays

arabes en 2005 dépassait 16 %, soit près du triple de la moyenne mondiale. Un fléau qui punit plus durement les jeunes, chez lesquels ce taux atteint, par exemple en Algérie, 46 % (chiffre qui est considéré comme étant inférieur à la réalité). Le jeune tunisien Mohamed Bouazizi était un diplômé universitaire qui ne trouvait pas de travail et n'arrivait même pas à obtenir – à moins de recourir à la subornation – une autorisation pour être vendeur ambulant. Désespéré pour aider sa famille à survivre (littéralement), mais incapable de le faire, il s'est immolé. Cette action a déchaîné les protestations en Tunisie, qui se sont ensuite propagées dans le reste du monde arabe.

Il ne faut pas voir le chômage et l'augmentation de la pauvreté sous la simple perspective économique. Ce sont des phénomènes intensément sociaux et politiques, rattachés à l'exclusion sociale et à la corruption politique. L'existence, dans de nombreux pays arabes, de banlieues surpeuplées à côté de luxueuses urbanisations fermées, avec leurs terrains de golf et leurs piscines, constitue en outre une provocation, un rappel constant de la façon dont le processus politique autoritaire est perçu comme « antipopulaire » à tous les points de vue. Les citoyens sont donc poussés à se rebeller.

Apparition du quatrième déficit : l'incapacité des principaux dirigeants à s'adapter

Une question logique se pose : comment se peut-il que les régimes autoritaires ne voient pas le volcan qui se trouve sous leurs pieds et ne tentent pas de s'adapter à lui, même de façon entièrement égoïste, ne serait-ce que pour assurer leur survie au pouvoir ? Une réponse brève et logique est que si le pouvoir est corrompu, le pouvoir absolu l'est encore plus. Le pouvoir absolu aveugle également, surtout si les régimes vieillissent et ont des problèmes de santé. Ils ont la vue de plus en plus basse. Désinformés ou trompés, ils sont incapables de déchiffrer la situation qu'ils ont sous leurs pieds, et de comprendre ses conséquences. Telle est la raison pour laquelle je propose d'ajouter un quatrième déficit aux trois mentionnés : celui de l'adaptation. À savoir, l'incapacité de l'élite gouvernante à déchiffrer une situation et à réagir de façon pertinente devant un problème, avant qu'il ne se transforme en crise impossible à résoudre. L'analyse du contenu des discours de tous les dirigeants assiégés – de Ben Ali à Moubarak en passant par Abdoullah Saleh et Kadhafi ou Al Assad – révèle une tendance surprenante à partager de telles déficiences. Ces dirigeants commencent à accuser les « conspirateurs étrangers », les « agents locaux », et les « jeunes trompés ou drogués ». Lorsque la réponse énergique de la sécurité échoue, et que quelques soi-disant concessions sont offertes, elles sont trop rares et arrivent trop tard. Si les régimes ne s'effondrent pas complètement – comme en Tunisie et en Égypte – ils perdent la faible légitimité qui leur reste et leur survie devient, de fait, incertaine. Les vieux régimes sont ainsi comme de

vieux dinosaures qui ne parviennent pas à s'adapter, et disparaissent. Leurs artères se bloquent, puis ils finissent par s'écrouler, victimes d'un infarctus du myocarde.

Ce manque d'adaptation est d'autant plus évident et condamatoire dans un contexte où la révolution des technologies de l'information et de la communication joue un grand rôle, et où le cadre mondial avance de plus en plus rapidement. Malgré cela, c'est un problème qui semblait être inhérent aux régimes autoritaires, tout particulièrement en raison d'une séparation qui est actuellement une véritable plaie pour ces régimes arabes : la brèche entre les anciennes élites gouvernantes et une société de plus en plus jeune. Sur les 360 millions de personnes qui constituent la population arabe, les moins de 30 ans représentent une majorité absolue qui, dans certains pays, s'élève à 60 %. Un chiffre qui contraste avec le fait déjà mentionné d'un Ben Ali de 76 ans depuis 23 ans au pouvoir, un Mubarak de 83 ans et presque 30 au pouvoir, et d'un « révolutionnaire » Kadhafi, de presque 70 ans, au pouvoir depuis bientôt 42 ans.

Cette différence d'âge entre la vieille élite gouvernante et la jeune base sociale ne doit pas être entendue uniquement en termes statistiques. Il y a une chose beaucoup plus importante : le déphasage dans la façon de fonctionner, dans la perception et dans les mentalités. De fait, ces chiffres sont le reflet de l'écart entre, d'une part, un segment rigide et fossilisé de la société et d'autre part, un segment en rapide mouvement, à la recherche de changement. Le mode d'action préféré de ce dernier segment est en accord avec son époque : Facebook, Twitter et autres réseaux sociaux de mobilisation. C'est ce secteur juvénile, en augmentation, qui a organisé les polémiques politiques actuelles pour faire passer le débat des protestations en matière de travail ou isolées, aux révoltes ayant finalement vaincu la barrière de la crainte et renversé les régimes autoritaires. Il s'agit d'une séparation générationnelle conçue en termes sociaux et politiques, qui s'élargit de plus en plus.

Conclusion

Au moment où cet article est rédigé, la sensation est que « tous les Arabes » sont dans la rue, protestent ou participent aux débats. Sur la place Tahrir, en plein centre du Caire, ce 1er mai, jour de la fête du Travail, a été sans aucun doute différent, avec ses forums et ses tables rondes de plus en plus nombreuses (beaucoup plus animées que n'importe quel jour que j'ai pu moi-même vivre à Hyde Park, à Londres). La place Tahrir devient ainsi le reflet des places arabes en général, dans des pays où les régimes se sont effondrés, comme la Tunisie, ou dans ceux ayant de graves problèmes, comme la Syrie, la Libye ou le Yémen, ou encore ceux qui maintiennent encore des débats véhéments avec leurs groupes sociaux, comme l'Algérie, le Bahreïn, la Jordanie, la Mauritanie ou le Maroc. Avec ou sans effet domino, la région est plongée dans un climat aux changements rapides, qui ne cesse jamais d'évoluer. Même si ce « Printemps arabe » ne conduit pas

immédiatement à la démocratie tant attendue, la région ne sera plus jamais la même. Le *statu quo* est brisé, et ses conséquences seront importantes à l'échelon national, régional et international.

Au niveau national, l'autoritarisme est de plus en plus sur la défensive et le modèle de régime héréditaire dans les républiques a cessé d'être une règle automatique de succession. La société civile se libère peu à peu de sa crainte à protester.

En termes régionaux, le *tsunami* des soulèvements se répercute aujourd'hui sur le processus et la structure des relations. La Ligue arabe reste absente, et pourrait se voir dépassée par des groupements subrégionaux, comme le Conseil de coopération du Golfe. Mais l'effet domino des protestations conduit le monde arabe à s'unir à nouveau (cette fois-ci, au niveau de la société civile). La donne du pouvoir vis-à-vis des pays voisins non arabes – Israël, Iran et Turquie – change également. Par exemple, l'accord de réconciliation nationale entre l'Autorité nationale palestinienne, qui contrôle la Cisjordanie, et le Hamas, qui gouverne à Gaza, va nécessairement changer les termes des négociations avec Israël. Un tel changement pourrait même donner à l'État palestinien un plus grand soutien international (avec ou sans l'approbation d'Israël).

Quant à l'Iran, et même s'il se réjouit de voir disparaître certains régimes arabes hostiles – notamment au Caire – et augmenter le pouvoir politique des groupes musulmans, le bilan final des protestations arabes pourrait être inégal pour Téhéran. Étant donné que la jeunesse iranienne souffre la plupart des maux dont souffrent les jeunes arabes, les protestations pourraient s'étendre au pays. Dans le monde globalisé d'aujourd'hui, l'effet domino ne respecte pas les frontières politiques.

En ce qui concerne la Turquie, il est probable qu'elle soit la plus favorisée. Même si à court terme, elle peut connaître un certain déclin des exportations commerciales régionales à la suite de la détérioration de certaines économies arabes, la compensation pourrait être plus grande que cette perte passagère. La Turquie dégagera d'importants revenus de certains investissements directs étrangers et du changement de direction du tourisme des pays arabes vers elle. Cependant, le principal attrait de ce pays pourrait être celui de constituer, en soi, un modèle d'alternative dans l'éternel débat entre l'islam et la démocratie libérale. Un modèle « d'islam démocratique » qui pourrait augmenter son influence régionale par son pouvoir de persuasion et son caractère exemplaire.

À l'échelon international, les prix du pétrole – comme toujours – en seront touchés. Les vents du changement augmenteront le « pouvoir faible » arabe. Il ne s'agit plus désormais d'un « groupe infructueux » à oublier, mais d'une partie intégrante de la « lutte mondiale pour la démocratie ». De sorte que ces protestations auront sans aucun doute des conséquences sur l'avenir de l'autoritarisme dans le monde entier, la structure des relations régionales et certains processus, bien au-delà des frontières du monde arabe. ■